

DES MURS ET DES HOMMES



Un film de Tafari Tsigé-Vidalie et Julia Küntzle

 Korec-t productions

DES MURS ET DES HOMMES

Un film de **Tafari Tsigé-Vidalie** et **Julia Küntzle**

« Par son silence, un mur peut dire beaucoup de vérité »

Zhang Xianliang
poète et écrivain chinois



NOTE DE PRÉSENTATION

A l'heure de la mondialisation et derrière le concept idyllique du village planétaire, des murs se dressent aux quatre coins du monde. Plus de 21 000 kilomètres de murs-frontières entretiennent encore des conflits et symbolisent les barrières encore érigées dans nos têtes.



Un mur, par définition, est un ouvrage de maçonnerie destiné à séparer et délimiter un espace.

Les bonnes barrières, dit-on, font les bons voisins lorsqu'elles procèdent d'une volonté commune. Si cela peut valoir d'un champ à l'autre ou d'un jardin à l'autre, ce n'est jamais le cas pour un Etat. Car si, à court terme, ces murs peuvent paraître une solution, ils cristallisent de véritables problèmes à long terme.

Le mur israélien retient toutes les attentions et les critiques, et pourtant d'autres Etats ont construit des murs de séparation entre les peuples. En plein Sahara, un mur fige par exemple depuis 1975 l'opposition entre le Maroc et le Front Polisario, revendiquant l'autonomie du Sahara occidental... Même logique conflictuelle entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire, ou encore entre les deux Corée. Ailleurs qu'en Israël, des murs ont été érigés en pleine ville, comme à Belfast, en Irlande du Nord, ou à travers Nicosie, la capitale de Chypre.

Loin d'être une pratique dépassée, la construction de murs de séparation a même plus que jamais le vent en poupe. Alors que la Grèce a achevé en décembre 2012 la mise en place d'un mur le long de sa frontière avec la Turquie, pour freiner l'immigration vers l'Union européenne, la Turquie a elle-même annoncé fin mai 2013 la construction d'un « mur de sécurité » sur une partie de sa frontière avec la Syrie, en pleine guerre civile.

De nombreuses analyses historiques et géopolitiques expliquent ce qui a poussé ces peuples à bâtir des murs de séparation, mais force est de constater que les individus séparés par ces murs sont souvent oubliés.

Pourtant, sociologues, anthropologues et historiens s'accordent pour dire que la présence d'un mur de séparation modifie la représentation que chaque individu se fait du monde et de l'autre. Pour certains, l'appel de l'autre, le rêve d'un monde et d'un ailleurs meilleurs l'emportent d'ailleurs souvent sur les dangers encourus pour franchir ce rempart. Pour d'autres, ce mur n'est qu'un paramètre parmi tous ceux de leur vie quotidienne.

Ce sont leurs histoires, leurs vies et leurs quotidiens face à ces murs que Des Murs et des Hommes se propose de raconter.

Tandis que des millions de personnes parcourent aujourd'hui le monde librement, cette série documentaire pose son regard sur ces familles entières qui, en 2013, vivent encore face à un mur.

En huit épisodes documentaires de 52 minutes, Des Murs et des Hommes ira à la découverte de huit murs de séparation clés dans le monde à travers le quotidien de seize familles. Chaque épisode proposera de découvrir un mur et ses spécificités en suivant pendant dix jours la vie de deux personnes et de leurs familles, de part et d'autre de celui-ci.

Quel est leur quotidien ? Quels sont leurs regards sur ce mur ? Quelles sont les contraintes de cette séparation ? Les avantages, pour certains, à être séparés de leurs voisins ? Un mur peut-il être une solution au conflit ? Peut-on s'attacher à un mur qui sépare les Hommes ?

En partant de l'humain, cette série documentaire s'interroge également sur ce qui a poussé les Hommes à ériger ces séparations, afin de donner des éléments de compréhension sur une mondialisation où les plus forts imposent finalement encore leur loi au détriment des plus faibles.

Car Des Murs et des Hommes, c'est aussi une vision d'ensemble de notre monde. Un monde d'illusion où la politique de la mondialisation nous fait croire que nous sommes libres de circuler. Un monde où des hommes et des femmes sont sélectionnés à la frontière selon leurs compétences, leurs origines sociales et géographiques. Un monde où des enfants grandissent au pied d'un mur. Un monde où, face à ce « trop plein d'échanges », les grandes puissances érigent des barrières physiques entre les hommes, entre les peuples et entre les cultures pour se protéger. Un monde où, au sein même des Etats, cette tendance à l'enfermement gagne du terrain, avec l'apparition de « gated communities » ou quartiers sécurisés...

Une séparation peut-elle, d'une manière ou d'une autre, rassembler des Hommes qu'elle oppose ?

8 MURS, 16 FAMILLES, 8 DOCUMENTAIRES

LA ZONE DÉMILITARISÉE ENTRE
LA CORÉE DU SUD ET LA CORÉE DU NORD



Date de construction : 1953
Longueur : 248 km
Hauteur : 2 à 3 m
Matériaux utilisés :
barbelés, grillages
Postes de garde :
131 au Sud, 337 au Nord
Personnel stationné :
700 000 soldats au Nord,
414 000 soldats au Sud
Population concernée :
Nord-Coréens et Sud-Coréens

LA LIGNE VERTE QUI COUPE
L'ÎLE DE CHYPRE



Date de construction : 1964 -
1974
Longueur : 180 km
Profondeur : de 20 m à 7 km
Matériaux utilisés :
barbelés, immeubles, sacs de
sable, bidons
Personnel stationné :
casques bleus de l'UNFICYP
Population concernée :
communautés grecque et
turque

LES LIGNES DE PAIX EN
IRLANDE DU NORD



Date de construction : 1969
Longueur : environ 15 km à
travers Belfast
Hauteur : 6-8 m
Matériaux utilisés :
grillages, béton, métal, acier
Personnel stationné :
Police, Service of Northern Ire-
land
Population concernée :
catholiques nationalistes et
protestants unionistes

LE BERM, MUR DE SABLE QUI
TRAVERSE LE SAHARA OCCIDENTAL



Date de construction : 1980 -
1986
Longueur : 2000 km sur
plusieurs rangées
Matériaux utilisés :
remblais de sable, champs de
mines, barbelés
Personnel stationné :
120 000 soldats marocains,
8000 à 10 000 soldats du Front
Polisario
Population concernée :
Sahraouis et Marocains

8 MURS, 16 FAMILLES, 8 DOCUMENTAIRES

LA BARRIÈRE CONSTRUITE ENTRE
LES ETATS-UNIS ET LE MEXIQUE



Date de construction : à partir de 1994

Longueur : 1200 km

Matériaux utilisés :

grillages, tôle ondulée, barbelés

Personnel stationné :

12 000 gardes-frontières américains (18 000 à terme)

Population concernée :

Mexicains, Latino-Américains et Américains

LES BARBELÉS DES ENCLAVES ESPAGNOLES
DE MELILLA ET DE CEUTA AU MAROC



Date de construction : 1995

Longueur : 12 km autour de Melilla et 8 km autour de Ceuta

Hauteur : 6 m

Matériaux utilisés :

grillages et barbelés

Personnel stationné :

Guardia Civil espagnole et armée marocaine

Population concernée :

Espagnols, Marocains, et immigrants subsahariens

LA LIGNE DE CONTRÔLE ENTRE
LE PAKISTAN ET L'INDE



Date de construction : 2002 - 2003

Longueur : 550 km

Matériaux utilisés :

grillage électrifié, hérissé de barbelés

Personnel stationné :

30 000 soldats pakistanais dans l'Azad-Cachemire, 450 000 soldats indiens au Jammu-et-Cachemire

Population concernée :

Pakistanaï, Cachemiris et Indiens

LE MUR DE SÉPARATION ENTRE
ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS



Date de construction : depuis juin 2002

Longueur : 723 km (en 2008) sur 790 km (prévus)

Matériaux utilisés :

béton, barrière électronique, barbelés

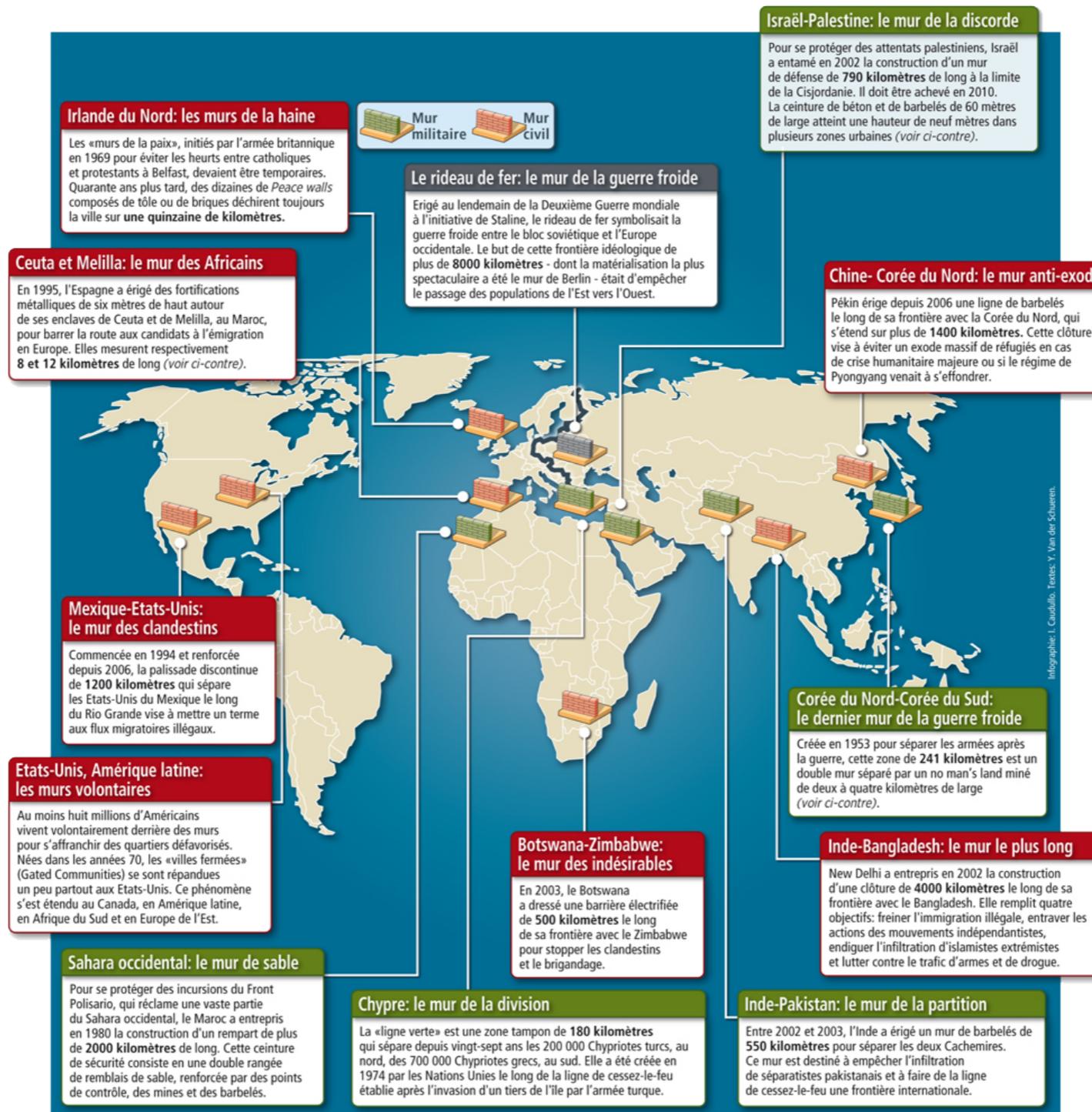
Personnel stationné :

armée israélienne (Tsahal)

Population concernée :

Palestiniens et Israéliens

LES MURS DE LA PLANÈTE



LES PERSONNAGES CLÉS ET LEURS FAMILLES

La zone démilitarisée entre la Corée du Sud et la Corée du Nord



La famille nord-coréenne de Shim Jong-guk

Nous suivrons la famille de Shim Jong-guk, jeune professeur, habitant à Kuum-ni, village situé à moins de 7 kilomètres de la DMZ (zone démilitarisée). Dans ce pays qui est aujourd'hui l'un des plus isolés et des plus pauvres du monde, nous tenterons de suivre au plus près une famille dans son quotidien. Les plus âgés ont connu la guerre, les plus jeunes n'ont connu que le mur et la République populaire démocratique de Corée.

La famille Jong-guk est composée des parents de Shim, de sa femme Ae-cha, et de leurs deux enfants. Comme encore beaucoup de famille nord-coréennes, plusieurs générations cohabitent ainsi sous le même toit. En dehors de l'importance et du respect accordé aux membres les plus âgés de la famille dans la tradition coréenne, c'est aussi pour des raisons d'entraide et de solidarité que le système de la famille élargie perdure. Sous cette dictature communiste, la population vit dans la terreur et l'endoctrinement

permanent. L'économie du pays est exsangue et les habitants ne survivent que grâce à l'aide internationale, sans éviter les périodes de famine où les gens meurent dans les rues. On dit d'ailleurs communément au sujet du pays qu'il manque de tout, sauf de militaires. Le rang de 178ème sur 179 pays au classement annuel de la liberté de la presse en dit long sur le manque de liberté des habitants. Peu de familles disposent de l'électricité (la production en électricité de la Corée du Nord est quatre fois inférieure à celle de sa voisine du sud), d'Internet et du téléphone (1,1 million de lignes pour 23 millions d'habitants). Vue par satellite la nuit, la Corée du Nord est d'ailleurs un pays éteint où seule la statue géante de Kim Il-sung à Pyongyang, la capitale, est toujours éclairée. Suivre un professeur en Corée du nord nous permettra d'approcher et de mieux connaître une société méconnue du monde. Contrairement aux idées reçues le taux d'alphabétisation en Corée du Nord, de 99%, est aussi élevé qu'en Europe ou en Amérique du Nord. L'enseignement, fortement centralisé et contrôlé par l'Etat, est obligatoire pendant onze ans, de 6 à 17 ans, et sanctionné par un diplôme de fin d'études

secondaires. Les matières de base sont le coréen, les mathématiques, le sport, le dessin, la musique, les sciences ainsi que l'étude de la pensée du Juche, idéologie officielle de l'Etat inspirée de Kim Il-sung, sorte de version institutionnalisée du culte de la personnalité.

Les élèves nord-coréens, qui portent un uniforme composé d'un pantalon bleu, d'une chemise blanche et d'un foulard rouge, doivent se présenter le matin dans la cour des écoles pour réciter un serment de fidélité à Kim Jong-un, lui jurant «fidélité jusqu'à la mort».

Quelle vision a Shim de son pays dans le monde ? Quel enseignement se doit-il de donner à ses élèves ? Subit-il des pressions ou des contrôles fréquents de la part de membres du gouvernement ? Y a-t-il des sujets ou des idées prohibés ou qu'il doit au contraire véhiculer ? Le fait-il avec conviction ? A contrecœur ? Comment imagine-t-il l'avenir de ses élèves et de ses propres enfants ?

La famille sud-coréenne de Na Heun-Hwang

Nous suivrons la famille de Na Heun-Hwang, historienne habitant à Yeoncheon, ville proche de la DMZ, zone la plus militarisée du monde. Contrairement à son voisin du nord, la famille sud-coréenne s'est métamorphosée sous l'effet de son développement fulgurant et, dans la majorité des villes, la famille élargie a laissé place à la famille nucléaire, même si beaucoup d'enfants vivent encore sous le même toit que leurs grands-parents. C'est le cas de la famille Hwang, composée des parents, de Na-Heun et de son mari Junghwan, de leur fils, Bae, et de la grand-mère, mère de Junghwan, Ha-Reum. Nous nous intéresserons de plus près à celle-ci et rendrons compte du fossé générationnel existant en Corée du Sud quant à la manière de voir et de vivre la séparation avec les voisins du Nord.

En effet, concernant le mur, seuls les plus âgés, qui ont encore souvent de la famille en Corée du Nord, n'ont pas oublié. Pas moins de 1,2 million de Sud-Coréens ont encore de la famille et des proches au Nord, dont ils sont sans nouvelles depuis des décennies, puisque tout contact individuel de part et d'autre du mur reste impossible. Etant donné leurs âges, le tiers des candidats à ces rencontres sont d'ailleurs déjà décédés

depuis 2000. De plus, si certaines retrouvailles courtes et non renouvelables, avec des participants choisis au compte-gouttes, ont été organisées, elles ne suffisent pas à maintenir un lien entre deux sociétés qui évoluent désormais séparément. De ce fait, nous verrons que les jeunes tels que Bae n'attachent que peu ou pas d'importance au mur et que les problèmes de la réunification avec le Nord ne les concernent pas vraiment. Pour cette jeune génération, avide de modernité et de confort matériel, la frontière n'est qu'un vestige du passé. Quant à l'image que se font ces jeunes de leurs compatriotes du Nord, ils les considèrent avec gêne et pitié, comme plus pauvres et moins éduqués. Nous aborderons également les difficultés d'intégration et le racisme que subissent les Nord-Coréens parvenus à se réfugier au Sud. En effet, malgré un important soutien matériel, la plupart des plus de 13 000 réfugiés nord-coréens en Corée du Sud en 2008 les deux tiers arrivés depuis 2002, selon les statistiques sud-coréennes) ont de réelles difficultés à s'intégrer socialement, stigmatisés par des clichés dépréciatifs qui étaient véhiculés par le régime militaire encore au pouvoir à Séoul au début des années 1980.

Le mur entre la Corée du Nord et du Sud est un mur particulièrement intéressant compte tenu de sa dimension historique et politique (et non comme beaucoup de séparation, uniquement migratoire, économique ou religieuse).

Néanmoins, l'équipe de Korec-T est bel est bien consciente de la situation particulièrement tendue en Corée du Nord pouvant constituer un réel obstacle au tournage de l'épisode nord-coréen (visa, autorisation, encadrement des visites, personnes peu enclines à vouloir parler au médias etc).

De ce fait, l'équipe a bien évidemment prévu un plan B, C et D au sujet du tournage de cet épisode. La première solution envisagée peut être de tourner ces deux épisodes coréens en Corée du Sud où nord-coréens et sud-coréens cohabitent, sans réellement communiquer, avec des quartiers souvent séparés. Le seconde solution est tout simplement de tourner un épisode sur une autre séparation, plus récente, tel que le nouveau mur bâti aux frontières de l'Europe en Grèce.

LES PERSONNAGES CLÉS ET LEURS FAMILLES

La ligne verte séparant l'île de Chypre



La famille chypriote grecque de Mario Haros

L'île aux deux visages, grecque au sud et turque au nord, est encore séparée par une ligne verte gardée par des Casques bleus et une multitude de chats qui y trouvent un abri tranquille pour la sieste.

Nous suivrons la famille de Marios Haros, 30 ans, militaire au checkpoint de Nicosie. En choisissant deux familles de part et d'autre du mur au sein même de la ville, nous pourrions aborder la particularité même de la séparation chypriote, seule capitale du monde encore coupée en deux. C'est aussi au sein de Nicosie que le contraste entre les deux parties est encore plus frappant : un mur de fortune sépare, de 20 mètres seulement, d'une Nicosie grec et florissant grâce au tourisme.

Mario Haros n'a pas connu la guerre comme ses parents mais a grandi avec l'occupation. Il vit aujourd'hui avec sa femme Aella et leurs trois enfants, à quelques rues de la ligne verte. Dans son quartier, le prix des loyers s'est envolé ces derniers temps et toutes les

maisons à retaper s'arrachent à prix d'or. C'est devenu le quartier le plus branché de toute la ville, là où on écoute la meilleure musique, là où on trouve les meilleures tavernes, là où on s'amuse le plus la nuit, là où on se rapproche de ceux d'en face avec, quand même, les soldats en garde-fous. Les guérites militaires des deux côtés de cette ligne verte, dont celle de Mario, sont toujours là pour éviter les dérapages. Mais la tension entre les deux communautés n'est plus à son comble comme il y a quarante ans. La rue Ledra, véritable attraction, était également coupée en deux jusqu'en 2008, où un point de passage a été ouvert. Depuis l'ouverture de cette frontière, des milliers de Chypriotes se rendent d'un secteur à un autre. Du nord au sud, 10 000 chypriotes turcs traversent chaque jour la ligne verte pour travailler au sud, principalement dans le bâtiment et les travaux publics. Les Chypriotes grecs les plus fortunés vont jouer dans les casinos du nord tandis que les Chypriotes turcs, frappés d'embargo, font leurs courses dans le sud de la ville. Si Marcos laisse passer les citoyens turcs avec des sacs de supermarché pleins, il lui est en revanche toujours interdit, en tant que Chypriote

grec, d'acheter le moindre objet au nord, fermement contrôlé par les douaniers.

Suivre un militaire pour parler de la vie autour de la séparation prend donc tout son sens à Chypre. Traverser le checkpoint Charlie à Nicosie est toujours un moment particulièrement intense, chargé de tensions et d'émotions. Ce n'est qu'en traversant cette zone tampon, irréaliste, figée comme un décor de cinéma, que l'on comprend que le temps s'est arrêté, en 1974, avec l'irruption des troupes turques dans le tiers nord de l'île, en riposte à un coup d'État orchestré, depuis Athènes, par la dictature des colonels grecs.

La famille chypriote turque de Bengü Yazgan en République turque du nord de Chypre

Nous suivrons la famille de Bengü Yazgan, 25 ans, infirmière à Nicosie Nord, composée de son mari Omer et de leur fille Dilara. Elle nous montrera la différence saisissante de moyens avec Nicosie Sud, tant au niveau sanitaire qu'économique, administratif ou pédagogique. Au premier coup d'œil, le contraste est déjà saisissant. La vie paraît plus sommaire, les véhicules plus archaïques, les rues plus poussiéreuses, les constructions moins bien entretenues, les magasins plus désuets. Tout rappelle que le niveau de vie est ici trois fois inférieur à celui du sud. Si on comptabilisait à Chypre 2,46 millions de touristes en 2012 (soit son taux le plus haut depuis 7 ans), seuls 4% d'entre eux entreprenaient de se rendre au nord. Le fossé séparant le PIB par habitant des deux communautés parle à lui seul : 10 504 € côté turc contre 29 100 € côté grec.

La famille Yazgan habite elle aussi à quelques rues du mur de séparation où la Lindras Street côté Nord est également une véritable attraction, symbole de cette séparation extrême, avec le poste d'observation onusien, les photos géantes et la sculpture pour les droits de l'Homme. Elle se rend chaque année, comme beaucoup de chypriotes turcs et grecs, voir la maison de ses parents de l'autre côté du mur, désormais occupée par des chypriotes grecs. Ce problème de restitution des biens et la question des disparus freinent le processus de réunification.

Bien que Bengü aspire, comme la majeure partie des Chypriotes turcs, à la destruction du mur et à la réunification pour notamment s'intégrer à l'Union européenne, elle pense, comme beaucoup de Chypriotes, que cette ligne verte subsistera toujours dans les esprits. En effet, à la différence des deux Allemagne, il faut ajouter au contentieux historique et à la différence des niveaux de vie l'origine ethnique, la langue, la culture, le mode de vie et la religion. Ces différences priment encore largement sur une « identité nationale chypriote » au sein des deux communautés. La génération de jeunes chypriotes grecs et turcs nés après la séparation, qui n'ont rien connu d'autre qu'une île coupée en deux, n'est donc pas pressée de se réunir.

LES PERSONNAGES CLÉS ET LEURS FAMILLES

Les lignes de paix en Irlande du Nord

La famille protestante, unioniste et loyaliste de Brian Abbott

Nous suivrons la famille de Brian Abbott, chauffeur de taxi, résidant face au mur avec sa femme Suzanne et de leurs cinq enfants. En Irlande du Nord, les 88 murs sont le plus grand symbole des profondes divisions entre les communautés. La grande majorité d'entre eux se situe dans les quartiers ouvriers de Belfast, durement frappés par la violence, la pauvreté et le chômage. Ils se situent en plein milieu des rues et des jardins, certaines cloisons privées ou grillages de jardins faisant également office de séparation. Un mur traverse même la cour d'une école primaire. Ces murs ont été allongés et surélevés jusqu'à 9 mètres de hauteur pour restreindre les jets de pierres, de boulons et de cocktails Molotov. La famille Abbott en sait quelque chose : la fenêtre de leur salon, malgré les vitres renforcées, est griffée de rayures, marquée par les jets de briques. Ce genre d'incidents arrive toutes les semaines et la famille Abbott s'y est désormais habituée. Elle sait bien que vivre près d'un mur de la paix est plus dangereux que partout ailleurs en Irlande du Nord. Selon le démographe Peter Shirlow, près de 70% des meurtres liés aux troubles sont perpétrés à moins de 500 mètres des murs censés protéger les résidents des attaques sectaires. Brian ne tient pas à voir non plus le mur tomber, car pour lui l'amertume entre les deux communautés est encore bien trop importante. Pourtant, les murs n'assurent pas tant la sécurité puisque les populations des deux côtés trouvent le moyen de lancer des projectiles par-dessus. Pire, les murs signifient que l'ennemi se trouve de l'autre côté et deviennent ainsi des « marqueurs » qui permettent de cibler plus facilement la communauté rivale. Devant la porte des Abbott, les touristes défilent en black cab [taxi noir] pour visiter un monument aux martyrs républicains, adossé à l'un des sinistres « murs de paix ». Mais les nombreux touristes, les bars branchés et les restaurants chics du centre-ville de Belfast cachent une ségrégation bel et bien réelle. Au plus fort des troubles, 60 000 personnes ont été forcées de quitter leur maison dans les quartiers mixtes de la ville. Ces quartiers, comme celui de Shankill se sont transformés en ghettos, où catholiques et protestants ne se mélangent plus et mènent une vie parallèle dans un climat de haine, de méfiance et de peur. Et ces barrières ne sont pas que dans les rues.

En suivant deux familles de part et d'autre de Belfast, nous montrerons qu'elles existent aussi en politique, dans l'éducation comme dans les loisirs et les sports. Les murs de Belfast ne sont pas comme celui de Berlin, où l'on empêchait les gens de traverser, car ici on peut facilement passer d'un côté à l'autre. Ici, un mur n'est de toute façon pas nécessaire pour délimiter les territoires ennemis. Dans le quartier d'Ardoyne par exemple, fief nationaliste d'environ 20 000 habitants, au milieu du nord de la ville, majoritairement unioniste, Crumlin Road fait office de frontière. Une ligne imaginaire passe au milieu et la franchir serait considéré comme une provocation pour le camp d'en face. Les rares touristes qui ne connaissent pas la règle du jeu ne risquent pas grand-chose car ils sont reconnaissables au premier coup d'œil.

Les murs sont donc davantage dans l'esprit des gens et sont donc d'autant plus difficiles à faire tomber. Bien que des projets intercommunautaires soient régulièrement mis en place, les adultes eux-mêmes estiment en majorité que ces peacelines sont nécessaires... pour leur sécurité. Il va pourtant falloir s'y faire puisque le gouvernement d'Irlande du Nord a annoncé en 2013 qu'il s'engageait à détruire les murs séparant quartiers catholiques et protestants d'ici à 2023. A l'automne et à l'hiver 2012, Belfast a pourtant été en proie à de nouvelles irruptions de violences qui ont fait plus d'une centaine de blessés chez les policiers. Les émeutiers loyalistes (protestants) manifestaient contre la décision de la mairie de ne plus faire flotter en permanence l'Union Jack, le drapeau britannique, sur les bâti-



ments officiels. Des heurts avec les communautés catholiques se sont alors produits durant plusieurs semaines. Un lent processus de réconciliation, quinze ans après les accords de paix, est encore donc nécessaire avant de faire tomber ces murs.

La famille catholique de Guy Frame, irlandaise, républicaine et nationaliste

Nous suivrons la famille de Guy Frame, artiste peintre habitant à Belfast dans le quartier de Cupar Way qui sépare les deux communautés, et où une longue fresque prône la paix. Guy, Carole et leurs trois enfants sont voisins de la famille de Brian Abbott. Elles se ressemblent plus qu'elles ne le pensent et habitent à une dizaine de mètres l'une de l'autre, mais ne se sont jamais rencontrées, séparées par un mur. Guy Frame fait néanmoins partie de ceux qui espèrent un jour voir ses enfants se rendre dans une école mixte pour jouer avec ceux de Brian. Outre la destruction des murs de séparation promis par les politiques pour 2020, Guy se réjouit des mesures de rassemblement annoncées par le gouvernement telles que la création de dix écoles non-confessionnelles, de cent camps de vacances intercommunautaires et de dix quartiers mixtes.

En tant qu'artiste, il nous présentera son travail et son amour pour les « murals », fresques du mur de Belfast, auquel il participe régulièrement. Connues dans le monde entier pour être le phénomène le plus étendu de « propagande murale », les peintures murales de Belfast font aujourd'hui partie intégrante de la ville. À partir de la fin des années 1970, si du côté loyaliste, l'apparition de ces fresques s'est faite dans un contexte commémoratif, où la population protestante réaffirmait sa loyauté à la Couronne d'Angleterre et sa suprématie sur la population de confession catholique, les premières fresques apparaissent du côté républicain dans un contexte de lutte et de censure. Dans le quartier catholique, elles se situent dans Divis Street et Beechmont Avenue, tandis que dans le quartier protestant, on les trouve principalement aux alentours de Shankill Road et dans Agnes Street.

Bien qu'elles représentent une véritable attraction pour les touristes du monde entier, elles sont aujourd'hui vouées à disparaître avec les murs. Guy Frame nous fera alors partager sa lutte pour que ces dessins devenus pacifiques, témoins d'une histoire commune douloureuse et supports de nombreuses années de revendications, ne disparaissent pas peu à peu.

LES PERSONNAGES CLÉS ET LEURS FAMILLES

Le Berm, mur de sable du désert sahraoui

La famille Sahraouie de Badir Khellouf dans la partie du Sahara occidental occupée par le Maroc

Nous nous rendrons à Al Mahbas, une des villes les plus proches du Berm, dans la partie ouest du Sahara occidental pour suivre la famille Khellouf. Elle est composée de Badir Khellouf, chef de famille exerçant le métier de policier, de sa femme Loubna et de leurs quatre enfants. La culture sahraouie est l'héritage d'un mode de vie nomade peu à peu sédentarisé et figé dans le statut de réfugié. Une culture très politisée, par la force des choses et des événements, qui accorde une place importante aux femmes. Si l'on compare la situation de la famille Khellouf à celle de ses voisins, elle vit plutôt confortablement grâce au statut de policier de Badir. Néanmoins, en comparaison du reste du monde, la population sahraouie, d'un côté comme de l'autre du



Berm, ne vit qu'avec peu de moyens. Très peu peuplé, par des populations en majorité nomades, sans ressources économiques stratégiques, ce territoire n'a pas beaucoup de poids sur l'échiquier mondial et, de fait, est laissé dans l'oubli.

Ici Le Berm, remblais de sable de 2700 km de long, séparant la population sahraouie du nord au sud, a été construit par les Marocains dès les années 1980 afin d'affirmer leur souveraineté sur l'ancienne colonie du «Sahara espagnol», en opposition aux revendications d'indépendance portées par le Front Polisario. Pratiquement méconnu à l'étranger, il s'agit d'un véritable ouvrage militaire, équipé de radars, de pièces d'artillerie, de millions de mines et d'engins de guerre, gardé par quelque 100 000 soldats marocains. Cette séparation a pour but de revendiquer le « Makhzen », ou autrement dit l'Etat marocain, sur ce territoire grand comme la moitié de la France, et empêcher les intrusions du Front Polisario, bras politique et armé des indépendantistes sahraouis, maître de la frange située à l'est du mur.

Nous aborderons avec Badir les rôles d'un policier dans cette zone occupée par le Maroc, les contrôles et l'insécurité qui règne autour du Berm. A-t-il les mêmes directives pour les citoyens marocains et sahraouis ? Est-il apprécié de la population ? En quoi son rôle diffère-t-il de celui d'un policier au nord du Maroc ? Est-il considéré comme un traître ou plutôt comme un médiateur lors de conflits ? Nous montrerons aussi les spécificités du métier de policier dans une société sahraouie caractérisée par la culture nomade.

Nous aborderons également la question des camps existant de chaque côté du Berm, à l'est comme à l'ouest. Dans le camp de Smara par exemple, où il n'y a ni eau ni électricité, des maisons fragiles et rudimentaires ont succédé aux tentes. Chaque famille vit là, avec le strict minimum, dans l'attente d'une solution politique qui lui permettra de retourner chez elle, de l'autre côté de ce mur érigé par le Maroc depuis 1980. L'aide alimentaire, fournie essentiellement par l'Algérie, est scrupuleusement répartie entre les familles mais ne suffit pas à enrayer la malnutrition et le manque de médicaments. Ici, les quelques rares chèvres qui ont résisté se nourrissent de sacs en plastique et de déchets divers, et les femmes ont renoncé à donner leur lait aux enfants.



Une famille sahraouie à Tindouf, employé d'ONG

A l'est du Berm, nous suivrons la famille d'Othman Nah, employé de l'Asavim, association sahraouie des victimes des mines à Tindouf, capitale revendiquée par les Sahraouis à l'est. La capitale reconnue par le Maroc se situe, elle, de l'autre côté du Berm à Lâayoune, à l'ouest.

La famille Nah est composée d'Othman, de son père Ahmed, de sa femme Leila et de leurs deux enfants Jihène et Mehdi. Ces derniers n'ont connu que le mur et n'ont jamais eu l'occasion de voir la mer de l'autre côté. Après le décès de la mère d'Othman, son père Ahmed est venu les rejoindre sous leur toit. Il avait vingt ans lorsque le Sahara occidental, libéré de l'occupation espagnole, est tombé dans les « griffes » du Maroc. Militant politique, il fuit alors vers l'Algérie avec des milliers de compatriotes, en direction des futurs camps de réfugiés. Abdeslam, son cadet d'un an, engagé lui aussi, choisit de rester. Depuis 39 ans, ils ne se sont jamais revus. Alors qu'il existe 64 checkpoints pour franchir le mur entre Israël et Palestine, ici, il n'en existe qu'un seul. Des familles scindées comme celle d'Abdeslam et d'Othman, les Sahraouis en dénombrent des centaines.

Selon la famille Nah, le Maroc s'est approprié la partie la plus riche du Sahara occidental et pille les ressources des Sahraouis pour son compte.

La résistance à l'occupation, la création d'une république qui administre 20% du territoire, la révolte, la guerre, la répression, la torture dans les territoires occupés, toutes ces épreuves ont forgé un peuple qui affiche son unité comme un emblème infailible, derrière le Polisario. Cette unité, ils la revendiquent et la cultivent au quotidien, conscients de l'atout qu'elle représente.

Nous aborderons les impacts des dispositifs sécuritaires sur la population en suivant Othman au sein de son ONG d'aide aux victimes des mines. Nous le suivrons également dans ses visites aux réfugiés du camp de Tindouf. Cette ville accueille depuis 1975 des réfugiés du Sahara occidental dépendant de l'aide humanitaire, en attendant le règlement du conflit avec le royaume du Maroc. Les conditions de vie des réfugiés font régulièrement l'objet de nombreuses critiques de la part des différentes organisations de défense des droits de l'Homme, notamment en ce qui concerne le sort réservé aux femmes et aux enfants, confinés sans perspectives d'avenir et sans droit à aucun statut. Pas moins de deux générations de Sahraouis sont nées et ont grandi dans le camp dans des conditions très difficiles de vie, d'éducation et de santé.

LES PERSONNAGES CLÉS ET LEURS FAMILLES

Le mur anti-immigration de la Tercera Nación

La famille américaine de Barbara Reed

Nous suivons la famille Reed résidant dans le comté de San Diego en Californie, à la frontière mexicaine face à la ville de Tijuana. Tijuana-San Diego est une des dix villes doubles situées de part et d'autre de la Linéa. Une de ces villes doubles, El Paso-Ciudad Juarez, à la limite nord-ouest du Texas, est le plus grand borderplex industriel du monde. L'interaction de la zone frontalière (dont l'ensemble totalise 13 millions d'habitants de part et d'autre de la Linea) est telle qu'on parle parfois de Tercera Nación ou encore de « Mexamérique ».



La famille Reed est composée de Barbara, employée d'une station-service à la périphérie de San Diego, de son mari Kevin et de leurs deux enfants. Nous suivons les passages de Mexicains comme d'Américains à la station-service de Barbara, frontalière du Mexique, et leurs échanges. Tijuana, près du Pacifique, est le principal point de passage officiel de la frontière. Pas moins de 200 000 personnes et 45 000 voitures défilent par jour. Le total vaut pour les deux sens, mais on compte deux couloirs de voiture en provenance des États-Unis contre vingt en provenance du Mexique. Quant à la frontière dans son intégralité, elle est traversée par 36 000 camions et plus d'un million de personnes par jour, en passant par 36 checkpoints.

La frontière entre les États-Unis et le Mexique, longue de 3 200 km, traverse tout un continent, depuis l'océan Pacifique de l'ouest californien jusqu'au golfe du Mexique de l'est texan. La barrière, construite dès 1989 et prolongée par les États-Unis en 2006 sur une partie de la dite frontière, faite de plaques de tôle ondulée récupérées, rouillées par le temps et haute de 3 mètres, surmontée de barbelés électrifiés, doublée d'un chemin de ronde surplombé de radars, de caméras, de projecteurs, de senseurs terrestres, d'avions sans pilote et des dernières technologies en matière de surveillance. Tout à l'est, c'est le désert qui constitue un des remparts les plus difficilement franchissables pour les migrants. Selon des sources non officielles, 4 000 cadavres de migrants clandestins auraient été découverts entre 1994 et 2005, soit une moyenne de 400 morts par an, au bas mot. Des milliers de volontaires américains se sont regroupés, en particulier dans cette zone désertique, pour renforcer la garde de la frontière. La plus importante est celle des Minutemen (réputés capables d'intervenir « en une minute »), qui a pris le nom des miliciens de la guerre d'indépendance. Ils sont 9 000, répartis dans les différents États pourvus d'une frontière terrestre, très majoritairement sur la frontière de l'Arizona et du Nouveau-Mexique. Ils se disent contre l'immigration clandestine et son cortège de trafiquants de drogue, mais pas contre l'immigration légale. La réalité est cependant moins belle que les discours : bon nombre d'entre eux sont xénophobes. Malgré cela, la Border Patrol accepte de bon cœur la coopération, active et efficace, des Minutemen et autres American Freedom Riders.

À l'inverse, d'autres organisations de volontaires, dont Kevin Reed, mari de Barbara, viennent en aide aux migrants qui tentent de traverser le désert telles que No More Death ou encore Human Borders. Par exemple, des réserves d'eau potable sont installées dans le désert et signalées par un haut drapeau bleu.



La famille mexicaine d'Ada Flores, journaliste et écrivaine

Du côté mexicain, nous nous rendons à quelques kilomètres de la maison de la famille Reed, à Tijuana, pour suivre la famille Flores. Cette famille est composée d'Ada, journaliste et écrivaine, de son mari, professeur dans une école, et de leur fille Elisa.

Originaire de Tijuana, Ada connaît bien ce lieu de passage stratégique et a enquêté sur les filières de l'immigration clandestine. Elle a également écrit à plusieurs reprises sur ce mur meurtrier, plus grande barrière en devenir du monde contre l'immigration clandestine. Ce « mur de Bush » a été vivement contesté par plusieurs pays d'Amérique latine dont le Mexique en tête bien sûr, dénonçant « un mur de l'humiliation ».

Pour cette journaliste aguerrie, ce mur a davantage mis en lumière le problème de l'immigration clandestine sur la frontière du Mexique qu'il ne l'a résolu. Elle conteste également l'utilité de ce mur : pour un clandestin arrêté, certains chiffres affirment en effet que trois parviennent à franchir la frontière. Lorsqu'ils sont arrêtés, les clandestins sont gardés dans des camps de transit avant d'être renvoyés de l'autre côté de la frontière. Bien souvent, une fois revenus au Mexique, ils retentent tout de suite, et recommencent sans cesse jusqu'à passer de l'autre côté ou y laisser leur vie.

En ce qui concerne les « migrants » clandestins, il existe deux sortes d'illégaux. Les premiers, en pourcentage non négligeable, passent la frontière ni vu ni connu avec de faux passeports. Les seconds, à défaut de pouvoir se payer de faux papiers, louent les services de passeurs plus ou moins fiables, surnommés les « coyotes ». Ainsi, si Ada ne nie pas la fonction plus que dissuasive de ce mur et de son important dispositif de sécurité, elle affirme haut et fort qu'il a surtout eu pour effet d'augmenter les tarifs des « coyotes ». Comme pour tous les autres murs, une telle barrière ne suffit donc pas en soi à arrêter les clandestins mais facilite leur interception par la police des frontières. Mais pas seulement, elle fait aussi de nombreuses victimes qu'Ada ne voudrait plus rapporter.

LES PERSONNAGES CLÉS ET LEURS FAMILLES

Melilla et Ceuta : les enclaves espagnoles emmurées au Maroc

La famille Noguera à Ceuta

Depuis respectivement 1497 et 1668, Melilla, territoire de 12,3 km², et Ceuta, territoire de 19 km², forment des enclaves espagnoles sur la côte marocaine. Villes frontalières, elles sont européennes sur le plan politique, mais tournées vers le Maroc pour ce qui est du commerce avec un statut de ports libres. En 1985, plusieurs pays de l'Union européenne signent l'accord de Schengen, permettant la libre circulation des ressortissants de ces pays et affermissant parallèlement les contrôles des personnes venant de l'extérieur. Pour les migrants clandestins à la recherche d'une vie meilleure, Melilla et Ceuta forment la première ligne sur la frontière sud de l'UE. Au milieu des années 1990, en raison de la poussée migratoire toujours plus importante d'Africains en situation irrégulière qui tentent d'accéder à l'Europe, Ceuta puis Melilla érigent des barrières grillagées. Ne formant pas d'obstacles assez efficaces, elles sont régulièrement surélevées et renforcées par de nouveaux moyens techniques, notamment à l'automne 2005, suite aux assauts de plusieurs centaines de migrants. Une triple barrière grillagée de 12 km de long à Melilla et 8 km de long à Ceuta, sur plus de 6 m de haut et 2 m de large, séparent aujourd'hui les deux enclaves espagnoles du territoire marocain. Cette barrière, construite dès 1995, a été complétée par le système de la sirga (« corde » en espagnol), enchevêtrement de fils de fer épais, créé en 2005. L'ensemble est destiné à empêcher toute personne, qui aurait franchi la première barrière, de réussir à escalader les suivantes en se prenant les pieds dans ces fils de fer. Ce système est complété par des radars et des caméras permettant à la Guardia Civil de surveiller jusqu'à 2 km de distance à l'intérieur du territoire marocain. Depuis ce moment-là, elles n'ont plus été franchies, mais les migrants continuent de passer la frontière principalement par la mer ou par d'autres biais en prenant toujours plus de risques.

Nous suivrons une famille espagnole habitant dans la ville emmurée de Ceuta.

La famille Noguera est composée de Marta Noguera, médecin généraliste, de son mari Javier et de leurs deux fils Candido et Diego. Avant 1995, Ceuta faisait partie de la province de Cadix (Communauté autonome d'Andalousie) mais depuis, cette ville possède le statut de « ville autonome de l'Espagne » (en espagnol : Ciudad Autónoma de Ceuta).

Le centre-ville, similaire à n'importe quel autre en Espagne avec son Zara, ses bazars chinois, ses petites cafétérias et sa promenade maritime contraste amplement avec le reste de la région, à la croisée entre une forêt et un terrain vague urbain. La ville est entourée d'une double clôture de six mètres de hauteur, couronnée de barbelés, sur une distance de 8 km. On l'appelle la « barrière de Ceuta » (en espagnol : Valla de Ceuta). C'est un véritable mur qui sépare la ville autonome du reste du Maroc. Son objectif est d'arrêter l'immigration illégale et la contrebande. Des postes de surveillance (miradors) sont répartis le long de la barrière. La Guardia civil exerce une surveillance constante.

Néanmoins, chaque jour, un tout petit nombre de migrants, pas seulement africains, arrive à braver le mur et pénètre en territoire espagnol, caché dans le tableau de bord ou les carénages de voitures conduites par des passeurs marocains. Ceux-ci restent bloqués dans cette prison à ciel ouvert, habitant pour la plupart dans la forêt en périphérie de la ville quand ils ne sont pas directement transférés au CETI, centre de rétention de la ville.

Les patients de Marta sont à l'image de la population de Ceuta. Bien que majoritairement espagnole, cette part de la population a considérablement baissé depuis les années 60 par manque d'opportunités économiques, tandis que la proportion de résidents marocains a considérablement augmenté. En 2012, la population s'élevait à 84 018 habitants avec, selon les autorités espagnoles, 55 % d'Européens, 45 %, de populations arabes, 2,5% de Juifs, 1% d'Hindouistes et 0,5% de Tsiganes, presque exclusivement



des immigrants. La seule langue officiellement identifiée est le castillan, mais d'autres langues sont aussi parlées dans la cité autonome : l'arabe dialectal ceutien (appelé aussi dariya ou arabía sebtawiya), le judéo-espagnol (jaquitía), le berbère (tamazight), le sindhi, le tsigane, le portugais et le français. À Ceuta, il est alors courant d'entendre une phrase en espagnol et une autre en arabe ceutien (dariya), puisque ce dialecte arabe est la langue d'une grande partie de la population.

Nous aborderons le rôle d'un médecin dans une ville aussi particulière que Ceuta. Ce « bout d'Europe » dérisoire cristallise tous les espoirs et la détresse d'un sud idéalisant les perspectives économiques et démocratiques d'un nord finalement décevant. Nous suivrons Marta dans ses visites au centre de rétention, comme lors de ses consultations auprès d'habitants espagnols comme marocains.

La famille El-Mokri à Fnideq

A quelques kilomètres de Ceuta, sur la pointe est, nous suivrons la famille de Kamal El-Mokri, commerçant, à Fnideq. La famille El-Mokri est composée de Kamal, de ses parents, de sa femme Amal et de leurs trois enfants. Fnideq, dernière ville marocaine avant de rejoindre Ceuta, est imprégnée de sa voisine espagnole. En dehors d'être un point de passage et de rencontre important, cette ville cristallise toute la tension générée par cette enclave.

En dehors de son statut de port libre, le tourisme est une ressource importante pour Ceuta avec 1 million de visiteurs chaque année, attirés par les produits hors taxes. Dans les files d'attente à la douane, on distingue deux sortes de Marocains, ceux qui sont en voiture ou veulent prendre le ferry, traités « normalement », et ceux qui rentrent pour de la contrebande, la plupart originaire de Tétouan et des environs, généralement traités comme du bétail. Car, entre Fnideq et Ceuta, il faut traverser le Tarajal, poste frontière grillagé où des milliers de Marocains et de Marocaines s'entassent chaque jour. La plupart d'entre eux vit d'un petit commerce frontalier de contrebande, plus ou moins toléré en échange de quelques bakchichs à l'attention de douaniers ferment souvent les yeux.

Qui de mieux qu'un épicier pour nous raconter le quotidien de cette ville dont le commerce et la contrebande est une des premières ressources ? Kamal, comme beaucoup de commerçants, nous expliquera la difficulté de tenir une boutique dans une région touchée par la contrebande. Avec ses produits hors taxes et l'engouement de la population pour les produits venus d'ailleurs, Ceuta alimente une contrebande considérable qui porte préjudice à l'économie nationale marocaine. Kamal nous parlera également de ces femmes mulets, rapportant sur leur dos chaque jour, de Ceuta, plusieurs dizaines de kilos de marchandises détaxées sur leur dos pour quelques dirhams. Elles ne sont pas moins de 10 000 par jour à faire ces allers-retours au péril de leur vie pour alimenter les villes frontalières en nourritures, vêtements, alcools et produits ménagers.

Enfin, à Fnideq, nous ne manquerons pas d'aborder deux autres drames : le ressentiment, voire le racisme important des habitants marocains, envers les migrants africains qu'ils considèrent comme dangereux et, en raison de sa proximité avec Ceuta, le fait que ses plages sont celles qui charrient le plus de corps d'immigrants illégaux au Maroc.

LES PERSONNAGES CLÉS ET LEURS FAMILLES

Les barrières électrifiées sur la ligne de contrôle entre le Pakistan et l'Inde

La famille indienne d'Abhra Tandraya

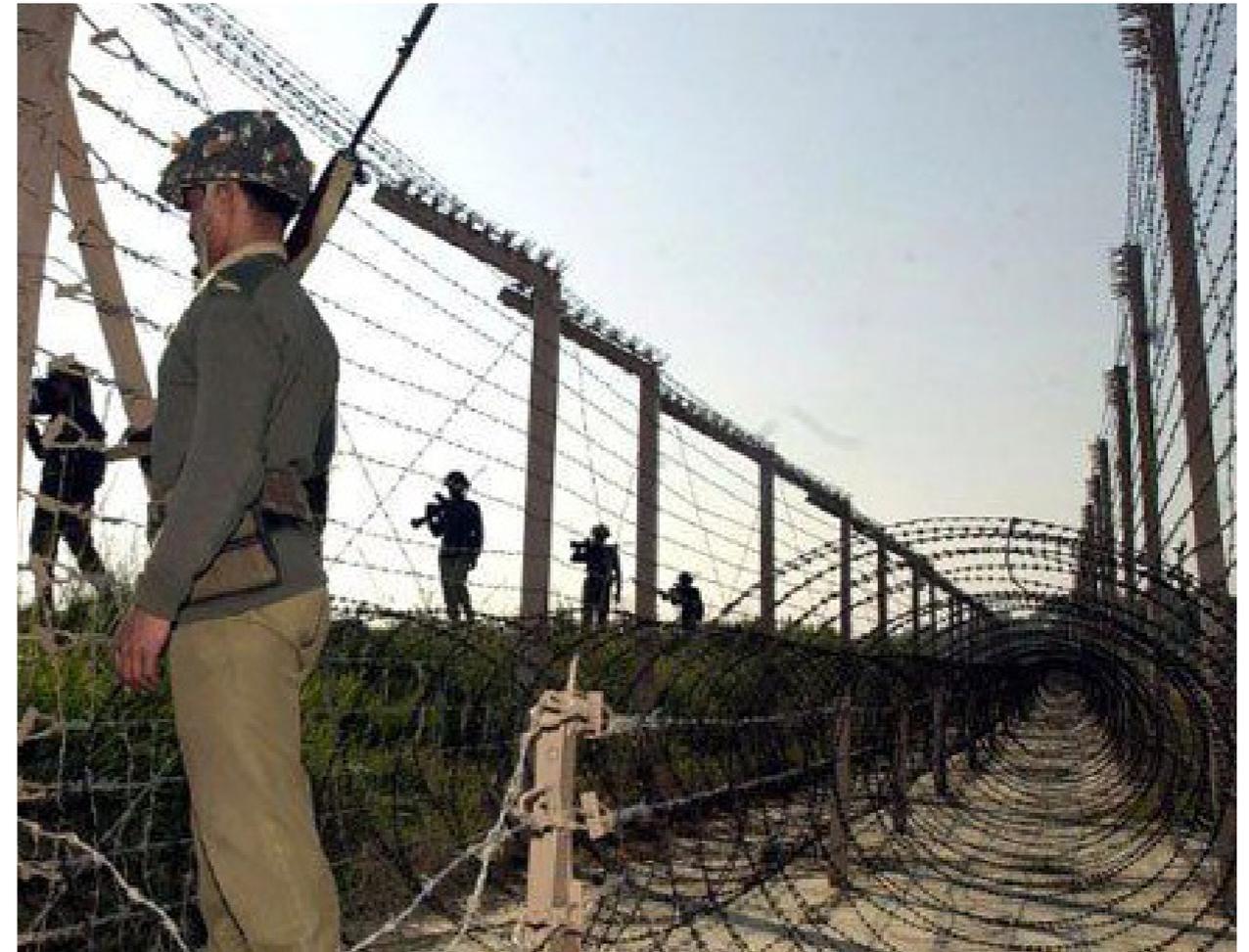
L'Inde et le Pakistan sont de mauvais voisins depuis des siècles. Après plus d'un demi-siècle de négociations, depuis l'indépendance de ces deux Etats, le Cachemire, zone stratégique sur le toit du monde, est toujours coupé en deux. Cette région est au centre de toutes les convoitises entre le Pakistan, l'Inde et la Chine, avec des frontières qui ne sont acceptées par aucun des trois Etats. A l'issue du conflit indo-pakistanaï qui conduit en 1972 à la création du Bangladesh, le traité qui est signé entre les deux pays (Shimla agreement) stipule notamment que la ligne de cessez-le-feu de 1949 devient une « ligne de contrôle » (LoC). Si cette frontière n'est reconnue par aucune des deux parties, elle en est une aujourd'hui dans les faits. Pour tenter d'enrayer l'infiltration de militants séparatistes pakistanais qui entretiennent un climat d'insurrection dans la zone indienne du Cachemire, l'Inde décide alors dans les années 1990 d'édifier en retrait de la LoC une « barrière de sécurité ». La poursuite des combats frontaliers entre les deux pays retardera le projet jusqu'en 2002. Achevée en 2004, cette « barrière de sécurité » indienne est longue de 550 kilomètres sur les 740 contestés. On distingue deux tronçons : un premier le long des 742 km de la Ligne de contrôle contestée et un deuxième longent les 230 km de frontière sur lesquels l'Inde et le Pakistan sont d'accord. Le mur de séparation est équipé de systèmes d'alarme israéliens et comprend deux rangées de barbelés électrifiés ainsi que des mines. Même si le gouvernement indien assure que la construction de cette barrière est destinée à renforcer la sécurité du Cachemire, elle vise en fait à renforcer la Ligne de contrôle, avec pour objectif stratégique de la faire reconnaître comme frontière officielle, laissant deux tiers de la province sous contrôle de New Delhi.

Si le gouvernement indien estime que cette barrière a fait diminuer de 80 % les infiltrations pakistanaïses, elle ne serait pas plus efficace que ses homologues de par le monde s'il n'y avait pas derrière elle toute une armée pour la défendre. Face à 30 000 soldats pakistanais qui occupent l'Azad Kashmir, pas moins de 450 000 soldats indiens sont cantonnés dans le Jammu-et-Kashmir, soit 1 soldat pour 10 habitants.

Nous suivrons la famille Tandraya dans le village frontalier d'Atari au Pendjab, proche d'Amritsar, connu pour son temple d'or. Cette famille est composée d'Abhra, coiffeur, de ses parents, de sa femme Aishi et de leur jeune fils Anish.



La ville d'Atari se situe près du seul point de passage entre les deux pays à Wagah. A travers la clientèle d'Abhra, nous découvrirons cette région, fief du sikhisme, religion de plus de 500 ans, fusionnant les éléments hindouistes et islamiques. A travers le métier d'Abhra nous tenterons de saisir les relations entre musulmans et indiens, dans un village où les deux communautés cohabitent malgré les conflits, et où les rivalités persistent. Par exemple, près de la LoC, à chaque coucher de soleil, pour la cérémonie de clôture des frontières, une foule en délire se précipite pour se regrouper de chaque côté de leur pays respectif afin d'élever leurs voix plus fort que leurs voisins.



La famille pakistanaïse d'Inaya Hashmi

De l'autre côté de la LoC, nous suivrons la famille Hashmi, à Lakhante dans le Pendjab, à quelques kilomètres du mur. Cette famille est composée d'Inaya Hashmi, employée de mairie, de son mari Qasim, de leurs quatre enfants et de ses beaux-parents. A travers son métier, elle nous fera découvrir les aberrations d'une région séparée, où les populations sont les véritables otages de ce conflit. En effet, outre la guerre larvée que toute la famille subit dans la zone en souffrant des exactions que leur infligent les militants des deux camps, s'ajoute de nouveau le problème de séparation des familles. Les parents de Qasim n'ont pas vu certains de leurs frères et sœurs depuis plus de 30 ans. A partir de 2005, une amorce d'apaisement avait pourtant permis d'ouvrir un point de passage pour les autocars, mais les tourments du double contrôle ont vite fait rapidement annuler en partie la mesure. Pour beaucoup de Kashmiri comme Inaya, c'est une farce de l'Inde et du Pakistan. « Que les Pakistanais rentrent chez eux et que les Indiens en fassent autant ! », s'exclame-t-elle, lasse de cette barrière qui ne fait qu'aggraver le conflit. Elle espère que ces enfants ne connaîtront pas cette séparation toute leur vie.

LES PERSONNAGES CLÉS ET LEURS FAMILLES

Le mur entre Israéliens et Palestiniens : de la protection à la séparation

Une famille israélienne d'Hanita Afergan

Au Proche-Orient, un mur est progressivement construit depuis 2003 par Israël, en Cisjordanie occupée. Officiellement, il s'agit pour l'Etat hébreu d'assurer sa sécurité en empêchant les attentats. Les Israéliens parlent alors de « clôture de sécurité », de « barrière anti-terroriste », ou encore de « mur de fer » tandis que les Palestiniens, eux le nomment communément « mur de l'apartheid », « mur d'annexion » ou « mur de la honte ». Dans les villes, il est en béton et haut de 9 mètres. Dans les campagnes, il prend la forme d'une barrière doublée d'un système électronique, communément appelée « barrière intelligente », où le moindre contact déclenche une alarme tandis



que les caméras de surveillance placées tous les 50 mètres localisent l'intrus. Aucun passage n'est possible en dehors de checkpoints régulés et contrôlés par l'administration militaire israélienne, effectuant des patrouilles minutieuses et régulières sur des chemins de ronde aménagés le long du mur. La Cour internationale de Justice (CIJ), principal organe judiciaire de l'ONU, a réclamé son démantèlement, dans un avis rendu le 9 juillet 2004, en qualifiant le mur d'illégal: « cette construction et ses conséquences sur la vie quotidienne des Palestiniens contraires au droit international ». Mais cet avis est resté sans effet. Si les documentaires, articles et autres reportages dépeignent les Israéliens comme fermement en faveur de ce mur, nous ne prendrons pas ce parti car beaucoup d'Israéliens vivant près du mur sont aussi pour la paix et contre cette séparation physique. Nous prendrons le parti de suivre une famille dans ce cas, celle d'Haniat Afergan, assistante sociale à Jérusalem Est. Par Jérusalem Est, il faut entendre « à l'est de la ligne verte », partie occupée par Israël depuis 1967, et donc à l'est du mur de séparation. Cette partie inclut la vieille ville et ses lieux saints tels que le Saint Sépulcre, l'Esplanade des Mosquées ou le Mur des Lamentations

La famille Afergan, composée d'Hanita, de son mari Chovav et de leur fille Qalila, habite à moins de 2 kilomètre du mur, dans la vieille ville de Jérusalem. Au loin, on aperçoit de leurs fenêtres une barrière de sécurité épaisse dessinant au loin un long ruban gris dans la ville.

Au delà du strict objectif sécuritaire, le mur matérialise une séparation sociale et juridique qui complique le métier d'Hanita, assistante sociale. Depuis 2005, aucun permis d'entrée, aucune carte d'identité de la municipalité de Jérusalem ne peuvent être accordés aux résidents situés et « restés » de « l'autre côté du mur ». D'un côté du mur, les citoyens palestiniens font partie de la Municipalité israélienne de Jérusalem. De l'autre, ils sont abandonnés à d'hypothétiques et chaotiques institutions palestiniennes. Jérusalem-Est, constituée de multiples bourgs épars et débridés, est désormais coupée en deux sous-parties. Les résidents de la périphérie proche de la vieille ville, c'est-à-dire des plus anciens villages arabes (Shu'afat, Silwan, Ras-Al-'Amud, At-Tur, Al-Sawana), sont séparés de ceux des bourgs plus récents apparus dans les années 80 (Ar-Ram au nord, Abu Dis au sud, Sawahira, Hizma). L'arbitraire du tracé du mur a décidé du devenir des familles et des citoyens : être « du bon côté » du mur dans le périmètre de la municipalité de Jérusalem signifie l'octroi de droits sociaux israéliens avantageux en matière d'éducation et d'assurance maladie. De l'autre côté du mur s'étendent désormais des zones de non-droit où les riverains Palestiniens, dépouillés du statut avantageux de résidents de Jérusalem, dépendent désormais d'institutions palestiniennes défailtantes, laissant vacants des pans entiers de la vie urbaine et sociale



Suivre Hanita sur son lieu de travail nous permettra d'aborder, par le prisme de son quotidien, une multitude de cas et de questions autour de cette séparation dans la ville.

La famille palestinienne d'Issam Hassan

De l'autre côté du mur, dans la partie occupée de Jérusalem, nous suivons la famille Hassan, composée d'Issam, de ses parents, de sa femme Samra et de ses deux fils Mohand, Khaled, mais aussi de sa tante Lynda et de ses neveux, Lyes et Hakim. Nous aborderons les absurdités de cette séparation en pleine ville à travers le récit du quotidien des clients d'Hassan, patron de café. Nous suivrons par exemple de cette manière la vie de fermiers séparés de leur terre, de famille, de couples et de voisins séparés. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), le mur de séparation a des conséquences humanitaires dramatiques sur la vie quotidienne des Palestiniens. D'après l'Ocha, lorsqu'elle sera entièrement construite, la barrière aura une longueur de 709 km, dont 85% seront établis en Cisjordanie même, soit seulement 15% sur la ligne verte, ligne de démarcation de 1949 entre la Cisjordanie et Israël. Par endroits, le mur clôture des établissements humains, des villes, bourgs ou camps de réfugiés et prive les deux « rives » d'éventuels contacts économiques, familiaux et sociaux. Parallèlement au mur, le gouvernement d'Olmert (2006-2009), puis celui de Netanyahu (premier ministre depuis 2009), ont avalisé et favorisé l'extension de la colonisation juive des deux côtés de la séparation, en particulier en territoires palestiniens occupés. Résultat : le nombre de colons juifs installés en territoires occupés a plus que doublé depuis la signature des accords d'Oslo en 1993, et de nombreuses familles, dont celle de Lynda, Lyes et Hakim, ont perdu maisons et terres. Avant d'être accueillie par Issam, Lynda, ses enfants et son mari, aujourd'hui décédé, habitaient dans ce qu'on appelle la « zone C », où 60% de la Cisjordanie est aujourd'hui contrôlée à 100% par Israël. Ces accords étaient pourtant censés préparer les deux Etats à des négociations de paix sous cinq ans et donc aboutir à un Etat palestinien. Pourtant, pour de nombreux observateurs avertis vivant à Jérusalem, la présence de ces nombreux colons israéliens prévient l'avènement d'un Etat palestinien souverain et vise à empêcher l'installation de la future capitale dans ces zones. Devant cette situation, nombreux sont les militants qui insistent sur le caractère séparatiste voire discriminatoire de la politique d'Israël, décidant du droit de circulation et du quotidien des citoyens palestiniens. Début 2013, la communauté chrétienne des environs de Bethléem a adressé une lettre ouverte au pape François pour protester contre la décision israélienne de construire prochainement le mur de séparation dans la vallée de Crémisan, au sud de Jérusalem, privant la paroisse de ses terres, et séparer le couvent du monastère et les laissant, eux aussi, chacun d'un côté du mur.

NOTE DE RÉALISATION

Nous suivrons dans chaque documentaire deux personnages principaux vivants chacun d'un côté du mur et ne se connaissant pas. L'un des enjeux principaux de la réalisation de ce documentaire réside dans la proximité avec nos personnages et dans le degré de confiance établi avec eux et leurs familles. Aussi, ma démarche première est de mettre en confiance ces hommes et ces femmes qui pourraient dans certaines situations tendues politiquement, avoir du mal à se livrer par peur de représailles. Les témoignages seront donc filmés dans des lieux familiers de nos protagonistes, laissant libre cours au rythme de leurs récits, en tâchant de les interrompre le moins possible. Il faut que nos témoins soient le plus naturel possible, qu'ils nous fassent découvrir leur univers avec générosité sans donner le sentiment de répondre à nos questions. Ces points sont déterminants pour le tournage et pour la réussite de cette entreprise.

S'il est essentiel de repérer, prévoir et programmer bon nombre des interviews en amont, il me semble également important de conserver de la souplesse dans notre emploi du temps afin de laisser place aux opportunités qui se présenteront à nous. Nous bénéficierons ainsi de situations spontanées qui viendront enrichir la continuité narrative du film.

Nos personnages proviennent d'horizons très divers et exercent les professions de journaliste, artiste, historien, commerçant, architecte, policier, scientifique, professeur, médecin, agriculteur ou berger...

Nous nous intéresserons davantage à la vie quotidienne de nos personnages qu'aux propos généraux sur le mur. Les anecdotes racontées par nos personnages, la vie quotidienne des familles voisines du mur permettront de décrypter la situation de façon humaine et sociétale plutôt que politique.

Chacun des personnages principaux devra être tourné dans plusieurs endroits ce qui facilitera les possibilités de montage et de rythme. Les lieux devront avoir un écho particulier avec l'histoire personnelle de nos personnages et le mur.

Enfin et quand cela sera possible, nous proposerons à nos personnages vivants de chaque côté du mur de se rencontrer pour échanger sur leurs expériences, leurs perceptions et leurs sentiments.

Dans cette perspective, l'étendue de la période de tournage est déterminante. Le recours à une équipe réduite et à un dispositif de tournage léger favoriseront cette proximité. La caméra se fera donc le plus possible oubliée pour laisser la relation s'installer et vivre.



L'ÉQUIPE TECHNIQUE

Elle est composée au plus de quatre personnes : le réalisateur-opérateur, la journaliste-auteure, l'opérateur son et l'interprète.

LE MATÉRIEL TECHNIQUE

La caméra principale est la Canon EOS C300. Légère mais professionnelle, elle permet d'entrer dans l'intimité des personnages, de plonger au cœur de leurs mémoires, de retranscrire la profondeur de leurs sentiments, le détail et la précision qui animent leurs pensées. Nous disposerons d'une deuxième caméra, un appareil photo Canon 5D Mark III. Cet appareil sera le «deuxième regard» du film. Plus discret, il permet de se fondre dans les rues au milieu des passants pour y filmer les scènes de la vie quotidienne. Le téléspectateur est ainsi plongé au cœur du réel. Cet appareil est intéressant également pour rendre compte des ambiances des soirées et des moments festifs. Pour retranscrire l'effervescence et l'énergie de ces moments et de ces lieux, on ajoutera un objectif dit « fish-eye ». Certaines séquences pourront être filmées à l'aide des deux caméras, ce qui permettra d'enrichir les points de vue et de ne rien rater des émotions des personnages. L'opérateur son utilisera une perche pour les ambiances mais privilégiera le micro-cravate caché sous le vêtement.



BELFAST

LISTE DU MATÉRIEL

1 Camera Canon C300 HD
1 Serie Optique composée de :
16/35 - 24/105 - 70/200
5 batteries
1 Boitier 5D HD en secours
5 batteries
1 Pied S 18
1 Monopod
1 Grue portable (pour C300 et 5D)
1 Moniteur LCD
1 Réflecteur souple 1,20 m
2 Light Panel (LED) sur batteries
1 Ring light sur batteries
2 Gopros (avec tous les accroches)

2 Disques durs de 1To
1 Ordinateur portable avec lecteur de cartes

A louer sur place, si possible, un drone pour tous les plans aériens

Son :
1 Mixette avec enregistrement sur carte
3 Micros HF
1 Micro ambiance
1 Perche
1 Casque

KOREC-T PRODUCTIONS

Korec-t est une société de production indépendante ayant pour vocation la création, le développement, la production et la réalisation de contenus audiovisuels.

Nous produisons des reportages et des documentaires et proposons régulièrement des concepts originaux d'émissions de flux aux différentes chaînes de télévision française.

Nous intervenons également comme producteur exécutif pour le compte de diffuseurs, d'agences de communications, de producteurs indépendants et d'organisations non gouvernementales.

Nous assurons enfin un rôle de conseil artistique et technique et proposons régulièrement notre expertise dans la création d'habillage graphique et sonore pour divers programmes.



52 avenue Pierre Sémard 94200 Ivry-Sur-Seine
(+33) 1 43 90 92 23
production@korec-t.com